



## PRÉFET DE L'OISE

Direction départementale des Territoires de l'Oise  
Service de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'énergie

Arrêté prescrivant une prorogation de délai pour l'élaboration du plan de prévention des risques inondation sur le bassin versant de la Verse

LE PRÉFET DE L'OISE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R562-1 à R562-10-2 ;

Vu le code l'urbanisme, notamment ses articles L.126-1, R.126-1 et R.126-2 ;

Vu le code de la construction, notamment son article R.126-1 ;

Vu le code des assurances, notamment ses articles L.125-1 à L.125-6 ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques inondation sur le bassin de la Verse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2015 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques inondation sur le bassin de la Verse ;

Considérant que les dispositions de l'article R 562-2 du code de l'environnement prévoient que le plan de prévention des risques naturels prévisibles doit être approuvé dans les trois ans qui suivent la date de l'arrêté portant prescription de son élaboration,

Considérant que les études pour déterminer les aléas, commencées après la prescription, ont été livrées tardivement,

Considérant que sans la carte des aléas, la poursuite de l'élaboration du plan de prévention des risques inondation (PPRI) était impossible,

Considérant la mise en place en septembre 2015 des premiers groupes de travail sur les thématiques particulières (monde agricole, Guiscard, fossés.....),

Considérant que ces éléments ont entraîné un retard quant à la réalisation du PPRI dans le délai des 3 ans à partir de la prescription,

Considérant qu'il convient de prolonger le délai d'approbation du plan de prévention des risques inondation afin de permettre à la procédure de se dérouler conformément aux dispositions réglementaires,

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRI) prescrit par arrêté du 26 décembre 2012 est prorogé de 18 mois, soit jusqu'au 26 juin 2017.

### **ARTICLE 2 :**

Les modalités d'élaboration du PPRI, d'association et de concertation du public restent inchangées.

### **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes de Beaugies-sous-Bois, Beaulieu les Fontaines, Beaurains les Noyon, Berlancourt, Bussy, Campagne, Candor, Catigny, Crisolles, Ecuville, Fréniches, Frétoy-le-Château, Genvry, Guiscard, Lagny, Le-Plessis-Patte-d'Oie, Maucourt, Morlincourt, Muirancourt, Noyon, Porquericourt, Quesmy, Salency, Sermaize, Vauchelles et Villeseleve ainsi qu'aux présidents de la Communauté de Communes du Pays du Noyonnais et de la Communauté de communes des deux Sources.

### **ARTICLE 4 : DIFFUSION ET PUBLICATION**

- Un exemplaire du présent arrêté sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies des communes et communautés de communes visées dans l'article 3 du présent arrêté préfectoral. Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat d'affichage.
- Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Oise.
- Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet, dans un journal diffusé dans le département.

### **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (articles R 421-1 à R421-7 du code de justice administrative)**

Dans un délai de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de l'Oise, 1 place de la préfecture 60022 BEAUVAIS Cedex,
- soit un recours hiérarchique, adressé à Madame le Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE Cedex,
- soit un recours contentieux en saisissant le Tribunal Administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier 80000 AMIENS.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant 2 mois.

**ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de Compiègne, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, les maires et les présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BEAUVAIS, le

10 OCT. 2015

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Blaise GOURTAY